Le livre noir du communisme : crimes, terreur et répression [Stephane Courtois et al.]

Autor(en): **Fayet, Jean François**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **7 (2000)**

Heft 2

PDF erstellt am: **02.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ihrem Anschein kein neutrales Bild: Als objektivierende Strategie zielen sie vorab auf die Rückbindung und Relativierung einer von politisch links stehenden Kreisen innerhalb und ausserhalb des SMUV vorgetragenen Kritik, welche die aktuellen Probleme des SMUV gerade mit seiner allzu lange unkritischen Technik- und Zukunftsgläubigkeit in Verbindung brachte, der Organisation eine verkrustet-konservative, allzu arbeitgebernahe Haltung attestierte und radikale Reformen – namentlich einen Bruch mit der Vertragspolitik – forderte. Wenn uns der Autor also anstatt der – kritischen und politisch links verorteten Aussensicht – die Innenperspektive des SMUV und jenen schmalen Rest an Handlungsoptionen vorführt, aus dem sich dessen langfristig stabilitätsorientierte Politik verstehen lasse, lernen wir zwar einiges über die Natur einer sich als alternativlose Zwangsläufigkeit präsentierenden Normalität. Allerdings, so muss man beifügen, lernen wir dies nur dann, wenn wir uns einer Lektüre befleissigen, welche über die präsentierte systemimmanente Logik hinausgeht – einer Lektüre, welche jene Reflexionsfähigkeit nicht aufgibt, die ausserhalb des Analysemodells einer «umfassend-integrierten Organisation» gründet und dieses folglich hinterfragen kann.

Gerade das versagt sich Eisinger, wie ich meine, in einer Weise, die den objektivierend-analytischen Anspruch in Frage stellt. Denn an jenem Punkt, wo sich Analysemodell und gesellschaftlich-politisches Selbstverständnis der untersuchten Organisation wechselseitig bestätigen und unangreifbar machen, beginnen ideologische Prozesse. Damit verkehrt sich in den Augen der Rezensentin das Analysemodell der «umfassend-integrierten Organisation» in sein Gegenteil: Es produziert nicht mehr Analyse, sondern reproduziert und legitimiert lediglich die Innenperspektive der untersuchten Organisation und der ihr eigenen Weltsicht – in diesem Fall einer dem Mythos Sachzwang gehorchenden «Normalität».

Beatrice Schumacher (Basel)

STEPHANE COURTOIS ET AL.
LE LIVRE NOIR DU COMMUNISME
CRIMES, TERREUR ET REPRESSION

R. LAFFONT, PARIS 1997, 846 P., FS 57.40
VERSION POCHE: ED. POCKET, PARIS 1999, 1104 P., FS 21.20

Dédié à François Furet, qui dans son essai sur le *Passé d'une illusion* s'était interrogé sur la permanence de la séduction exercée par le communisme soviétique sur les intellectuels occidentaux, le *Livre Noir* devait pour sa part confronter le mythe à la réalité macabre des crimes, de la terreur et de la répression de l'ensemble des régimes communistes du globe. Premier bilan global d'un siècle de communisme, revendiquant même le statut de premier livre de l'historiographie post communiste du communisme, l'ouvrage frappe, au-delà de son écho médiatique – des centaines d'articles parus dans la presse – et de son succès d'édition – 200'000 exemplaires vendus en moins d'une année et une trentaine de traductions engagées –, par l'hétérogénéité qualitative de ses contributions.

La contribution la plus aboutie est sans conteste celle de Nicolas Werth consacrée à l'Union soviétique. La thèse centrale porte sur la continuité de l'appareil répressif, de ses méthodes et de ses justifications idéologiques, même si l'auteur distingue les victimes de la première période (guerre civile) de celles du stalinisme (dans une société officiellement pacifiée). La thèse de l'auteur ne constitue pas une rupture avec l'historiographie existante, mais plutôt une première synthèse qui lui permet, au terme de plusieurs

années de dépouillement, d'aborder dans la continuité du processus la question des cycles de répression, d'en expliquer les spécificités, la variété des formes et des origines. L'auteur prend aussi la précaution – fondamentale dans la mesure où cette thèse est rejetée par l'intelligentsia russe, mais aussi implicitement par Stéphane Courtois – de repartir du paradoxe d'Octobre: «un mouvement de masse bien que seul un petit nombre de personnes y aient participé». Il insiste sur le rôle de la guerre, de la militarisation de l'économie, de la brutalisation des rapports sociaux et de la violence spontanée qui réapparaît régulièrement dans les campagnes, et souligne la convergence entre plusieurs mouvements – spontanés, autonomes et multiformes – portés par les soldats, les ouvriers et les nationalités, et l'instrumentalisation de cette violence par les bolcheviks. Si on ne part pas de ce constat, on se prive d'une clé de compréhension, car la violence est la réponse apportée par les bolcheviks à ce «malentendu» initial. La véritable nouveauté de cette contribution porte à mon sens sur la question de l'autonomie de l'appareil de répression. Werth montre d'ailleurs que celle-ci fut discutée au sein du parti russe, mais systématiquement tranchée dans le sens de l'indépendance de l'appareil répressif: indépendance à l'égard du commissariat de la justice, puis des autres commissariats et enfin du parti lui-même. L'approche de l'auteur est très fonctionnaliste, refusant de considérer les prétentions totalitaires des bolcheviks comme une explication en soi et plongeant au contraire dans les racines culturelles, sociales et structurelles de la violence. En définitive, une contribution très sérieuse, qui reconnaît la persistance de zones d'ombre et annonce de nouvelles pistes méthodologiques, notamment sociologiques avec une étude sur les acteurs de la violence, la rivalité entre ville et campagne, et le processus de plébéniéisation du pouvoir.

Il est en revanche difficile de retrouver les mêmes qualités dans les autres contributions. Sans même évoquer celles dont les limites sont inhérentes à la faiblesse de la documentation scientifique – les archives des pays communistes d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique demeurent largement inaccessibles aux historiens – il est intéressant de comparer la partie de Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, consacrée à l'Internationale communiste (ou IIIe Internationale), à celle de Nicolas Werth, ne serait-ce qu'en raison de la controverse qui a opposé ce dernier à Courtois au sujet de l'introduction. L'Internationale prend une importance particulière dans la problématique de l'introduction: selon Courtois c'est elle qui, en tant qu'instrument de centralisation, de normalisation et d'uniformisation des différents mouvements communistes, permettrait de parler d'unicité du phénomène et justifie l'étude du communisme comme un système global au-delà des singularités nationales et des décalages chronologiques. Courtois et Panné commencent leur contribution par une tentative de définition volontairement ambiguë du communisme, applicable sans distinction au fascisme et au nazisme – monopole du pouvoir par le parti unique, Etat réduit à un appareil administratif, société civile réduite au minimum – sans aucune référence au pouvoir d'attraction de l'idéal communiste dont Furet a pourtant montré l'importance. Les auteurs commettent aussi une erreur d'interprétation sur l'origine même de l'Internationale, sa place dans la conception bolchevique du monde et leur stratégie du pouvoir. Selon eux, la IIIe Internationale fut «une nécessité conjoncturelle, transformée en projet politique» (299); or c'est exactement l'inverse qui s'est produit dans la mesure où la révolution mondiale et son instrument,

l'Internationale, représentent dès octobre 1917 la condition même de la survie du régime. L'approche ouvertement intentionnaliste des auteurs les amène à considérer les déclarations des communistes comme des preuves en soi. Ainsi leur interprétation de l'insurrection de mars 1921 en Allemagne centrale surestime la responsabilité de l'exécutif de l'Internationale alors qu'il s'agit d'une initiative échappant en partie au contrôle de Moscou. De la même façon les auteurs peinent à nous expliquer les causes de la spécificité institutionnelle de la IIIe Internationale vis-à-vis de ses devancières. Le processus de bolchevisation, qui est pourtant au centre de la recherche actuelle, est présenté de façon abstraite et intemporelle, comme si tout avait été joué dès le premier jour et que la responsabilité en revenait exclusivement aux dirigeants russes, sans expliquer le pourquoi de leur prédominance, les causes et les étapes de ce processus.

L'ouvrage présente donc une série de contributions assez inégales, un bilan comptable plus qu'une explication globale du phénomène communiste; rien ne justifiant, si ce n'est l'introduction, la controverse qui s'est déchaînée pendant des mois dans la presse. Très discutée, la thèse développée en introduction par Courtois sur la base du chiffre de 100 millions de morts – un chiffre qui selon lui ne peut être découpé, relativisé ou différencié au nom des spécificités nationales et des circonstances – est que le crime est au centre du projet et de l'organisation communiste, inhérent à son idéologie et à sa pratique, quelques soient les pays et les époques. Partant de cette hypothèse, Courtois considère que nazisme et communisme, tous deux intrinsèquement criminels, sont assimilables et que les crimes du communisme entrent dans les catégories juridiques énoncées par le Tribunal de Nuremberg. L'exercice n'est pas inintéressant, notamment lorsqu'il compare le génocide de classe au génocide de race, mais on peut se demander si cela relève vraiment du travail de l'historien que de subordonner ses recherches à des catégories juridiques très liées aux contingences politiques d'une époque. Selon Courtois c'est une nécessité morale ayant pour but de replacer l'être humain au centre des études historiques en renversant la tendance d'une historiographie du communisme qui justifiait par avance toutes les erreurs et les horreurs au nom de la valeur morale de l'intention.

Il est assez difficile de démêler l'écheveau des dimensions historique et politique de l'introduction. En ce qui concerne la dimension historique, les réserves portent sur le calcul du nombre des victimes – Werth parle de 15 millions de victimes soviétiques contre 20 millions pour Courtois –, leur hétérogénéité – exécutés, affamés, déportés et purgés – et la faiblesse du travail comparatif entre les différents régimes communistes. L'assimilation du communisme au nazisme énoncée avec force par Courtois ne fait l'objet d'aucun développement dans le corps de l'ouvrage, ni d'ailleurs dans la conclusion. Mais c'est surtout la dimension politique de l'introduction qui a nourri la controverse. L'auteur termine sa démonstration en évoquant «l'absence de travail de deuil de l'idée même de révolution» (31), une idée qu'il ne développe pas, mais qu'il avance comme un ultime argument pour expliquer la complaisance des historiens à l'égard du communisme. Or, si le crime est inhérent à toutes les révolutions, comme le dit Courtois, c'est l'idée même de révolution qui doit être condamnée. Il y a longtemps que les questions de la continuité du communisme de Lénine à Staline, de l'importance de la terreur et du crime dans la pratique communiste, de la manipulation et de la trahison des idéaux avaient déjà

été abordées et dans une large mesure tranchées. Même la question de la responsabilité de Marx avait déjà été évoquée. Seule demeurait, non plus comme justification des crimes mais comme une perspective historique alternative, l'idée de la révolution. La question est intéressante, légitime même dans une démocratie, mais elle ne relève pas du travail d'historien, surtout dans un contexte politique français marqué, comme c'était le cas à la sortie du livre, par la «normalisation» de l'extrême droite.

Loin d'avoir fait avancer le débat quant à lui bien historique de la comparaison – et non pas de l'assimilation – des systèmes communistes et fascistes, l'introduction de Courtois a contribué à le rendre moins lisible en mélangeant sciemment histoire et politique. Saluons pour conclure la parution en 1999 de deux ouvrages collectifs qui se sont pour leur part efforcés de dépasser les partis pris idéologiques pour interroger les possibilités de comparaison des deux régimes sans glisser intentionnellement vers la confusion. Il s'agit de *Nazisme et Communisme. Deux régimes dans le siècle,* présenté par Marc Ferro, Paris, et de *Stalinisme et Nazisme. Histoire et mémoire comparée,* sous la direction d'Henry Rousso, Bruxelles.

Jean-Francois Fayet (Genève)

CAHIERS D'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER, 15 DOSSIER «ARCHIVES D'ENTREPRISES»

EDITIONS D'EN BAS, LAUSANNE, 1999, 176 P., FS 25.–

Depuis 1984, l'Association pour l'étude et l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), basée à Lausanne, publie régulièrement des cahiers centrés sur l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse romande. Ceux-ci se composent d'un dossier thématique, de contributions de natures diverses et de comptes-rendus. Leur originalité tient à ce qu'ils rassemblent non seulement des travaux d'universitaires, mais également de jeunes chercheurs et chercheuses ou de militantEs «autodidactes». Par ailleurs, l'AEHMO organise également des conférences, des colloques et des expositions. Depuis quelques années, elle co-édite des livres sur l'histoire du mouvement ouvrier, comme l'ouvrage collectif *Histoire sociale et mouvement ouvrier: un bilan historiographique 1848–1998* (avec les Editions d'en-bas et Chronos) ou l'hommage aux travaux de Claude Cantini, paru l'année dernière sous le titre *Pour une histoire sociale et antifasciste* (avec les Editions d'en-bas). Une autre activité de l'association doit encore être mentionnée: il s'agit de la récolte et de la mise à disposition de documents relatifs à l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse romande (textes manuscrits, imprimés, documents filmés ou photographiques etc.). Une fois confiés à l'AEHMO, ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne où ils sont accessibles aux chercheurs et aux chercheuses.

Les *Cahiers* de 1997 étaient consacrés à la Guerre d'Espagne et à l'écho des Brigadistes en Suisse romande, ceux de 1998 à la problématique liée à la Mémoire et à l'Histoire.

L'édition 1999 de la revue s'intéresse aux archives d'entreprises. On y pose d'emblée la question de savoir dans quelle mesure de nouvelles sources, rendues accessibles au public grâce à la timide ouverture actuelle des archives, peuvent constituer un apport à la construction d'une histoire du mouvement ouvrier. Autrement dit: comment appréhender, au moyen de documents essentiellement patronaux, les conditions de travail, les réactions ou les attentes des